

<https://ricochets.cc/La-videosurveillance-est-inutile-c-est-une-etude-commandee-par-les-gendarmes-qui-le-demontre.html>



La vidéosurveillance est inutile, une étude commandée par les gendarmes le démontre une fois de plus

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 27 décembre 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

A chaque mandat, la plupart des élus locaux ajoutent mécaniquement des caméras de vidéosurveillance. Ils sont poussés à ça par les policiers et les gendarmes. Pourtant, c'est une étude commandée par les gendarmes eux-mêmes qui démontre une fois de plus l'inefficacité des dispositifs de vidéosurveillance !

Alors pourquoi continuer la vidéosurveillance ? Juste pour alimenter les juteuses promesses électorales et les marchés lucratifs des entreprises du secteur ?

Notre argent est captée au profit d'intérêts privés au nom de principes mensongers qui reposent sur du vent.



La vidéosurveillance est inutile, c'est une étude commandée par les gendarmes qui le démontre une fois de plus Une surveillance pour domestiquer et neutraliser la population, pas pour stopper la délinquance

► [Une étude commandée par les gendarmes montre la relative inefficacité de la vidéosurveillance](#)

Menée par un universitaire, l'étude met en lumière un faible taux d'élucidation des infractions et des effets quasiment nuls en matière de prévention de la délinquance.

(...)

Les résultats mettent en lumière une efficacité douteuse de la vidéoprotection, du moins au regard de la finalité que lui assignent les acteurs des politiques publiques de sécurité : prévenir la délinquance et aider à la résolution des infractions.

(...)

« L'exploitation des enregistrements de vidéoprotection constitue une ressource de preuves et d'indices peu rentable pour les enquêteurs. »

(...)

L'étude n'est guère plus encourageante sur le volet dissuasif. Sur deux sites, aucun « constat de diminution significative du volume d'infractions » n'est enregistré après l'installation de nouvelles caméras. Deux autres zones déjà équipées ne connaissent pas « d'évolution plus favorable des niveaux d'infractions ». En d'autres termes, la présence de caméras n'empêche pas les délinquants de passer à l'acte.

(...)

Ce qui revient à remettre en cause le consensus - y compris dans l'opinion publique - qui fait de chaque caméra un rempart contre la délinquance.

(...)

La vidéosurveillance sert-elle en réalité au contrôle permanent de tout un chacune ?

Elus et industriels veulent pourtant continuer à fond dans cette voie en ajoutant des **dispositifs intrusifs de reconnaissance faciale et autres capteurs automatiques**.

Peut-être qu'en réalité ces techniques de vidéosurveillance et de contrôle ne servent pas en priorité à la répression/prévention des délinquances, mais plutôt, comme les pass à QR codes ou puces électroniques, à fliquer toute la population ?

L'objectif inavoué ou inconscient ne serait pas le contrôle de la délinquance, mais bien le contrôle social, la normalisation des comportements, la prévention de toute forme de rébellion et de transgressions, la transformation

La vidéosurveillance est inutile, une étude commandée par les gendarmes le démontre une fois de plus

de l'espace public en zone marchande aseptisée et policière sous contrôle permanent ?

La vidéosurveillance et les autres techniques de contrôle servent surtout à domestiquer les foules comme les individus pour qu'ils se limitent sans vraiment s'en rendre compte aux actes et comportements agréés par la norme sociale, des normes d'existence définies par l'Etat et les besoins du techno-capitalisme.

► Exemple à Crest :

► [Crest : 1 million d'euros pour la sécurité ! - Combien pour l'extension de la vidéosurveillance ?](#) - A Crest, c'est la gendarmerie qui oriente la politique vidéosurveillance de la majorité municipale de Mr Mariton

A Crest, la mairie maritonienne prétend mesurer avec application et rationalité chaque dépense publique, mais en matière de vidéosurveillance un dogme irrationnel et contraire aux faits sert de justification à la fuite en avant.

Il est grand temps que ça cesse.

Nous exigeons donc le démantèlement des caméras de vidéosurveillance municipales existantes et l'arrêt des projets d'en ajouter d'autres.

Nous invitons les habitant.e.s de toutes les communes concernées et les élu.e.s responsables à agir dans ce sens.